



Un échange de coca, représenté au début du ^{xvii}e siècle par le chroniqueur indigène Felipe Guamán Poma de Ayala.

Sans coca, pas d'exploitation minière et sans exploitation minière, «pas de Pérou». La hiérarchie entre le métal et la feuille reflète celle qui existe entre les conquérants et les vaincus, mais aussi celle qui s'établit entre les impératifs de l'économie et ceux de la conversion. Or cette échelle des valeurs est partagée par certains religieux. En catimini, l'évêché de Cuzco a en effet prélevé une dîme sur la coca qui fut la base de sa fortune au ^{xvi}e siècle.

DES LOIS AMBIGÜES

Dans les Andes, l'éradication de l'idolâtrie a donc été sacrifiée sur l'autel des rentes : l'économie a dicté sa loi, en infléchissant celle des vice-rois. Des premières mesures prises par le vice-roi Cañete aux cinquante ordonnances promulguées par le vice-roi Toledo en 1572, la

législation sur la coca a évolué entre fermeté et conciliation à l'égard des planteurs. Mais ces derniers n'ont jamais été réellement inquiétés par les dispositions prises, qui visaient à limiter plutôt qu'interdire l'exploitation de la coca. Le but de cette politique était, d'une certaine façon, de restreindre l'usage de la coca aux seuls centres miniers et, même, aux seuls mineurs. Dit autrement, la mise sous contrôle de la coca n'a fait que renforcer son articulation à l'économie minière. Avant les Indiens, c'est en effet la production d'argent qui est protégée par ces lois.

En suivant la voie de l'endiguement plutôt que celle de l'interdiction généralisée de la coca, les autorités espagnoles ont donc tenté de résoudre la contradiction entre deux objectifs différents : exploitation des mines d'un côté, lutte contre l'idolâtrie de l'autre.

Les effets de cette politique sont complexes à saisir, parce qu'ils impliquent d'autres paramètres, en particulier l'arrivée progressive, à partir de la fin du ^{xvi}e siècle, de nouveaux mineurs (par exemple des esclaves venus d'Afrique) et de nouveaux produits de consommation (vin, bière de maïs, eaux-de-vie, etc.). Il est néanmoins possible de formuler l'affirmation suivante : là où les deux objectifs ont coïncidé – exploitation des mines et lutte contre les croyances locales –, le contrôle sur la coca a été d'une grande efficacité ; là où en revanche, la contradiction entre intérêt économique et christianisation a été forte, le contrôle sur la coca a eu des effets plus contrastés.

LE PARADOXE DE QUITO

Le premier cas de figure est parfaitement illustré par l'histoire de la coca dans la région de Quito. Là, l'activité minière est dominée par certains gisements d'or, comme celui de Zaruma, tandis que l'activité agricole repose, avant même la conquête espagnole, sur des formes d'échange moins communautaires que dans le reste du *Tawantinsuyu*. Quoi qu'il en soit, la coca y joue également un rôle central. Pourtant, elle disparaît presque entièrement de cette région au tournant des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles.

La première raison de cette disparition est d'ordre démographique. Dans cette partie des Andes, la mortalité indigène, encore accentuée par la fuite des Indiens dépossédés, a été compensée au ^{xvii}e siècle par l'installation d'esclaves, aussi bien sur les terres agricoles que dans les mines, dont l'altitude est inférieure à celle de Potosí. Les grands propriétaires terriens de la région, notamment les jésuites, décident alors de raser les arbustes à coca, puisque les Indiens qui la consommaient ont bien souvent disparu, et que les esclaves qui les ont remplacés apprécient d'autres substances, comme le vin ou les eaux-de-vie, dont la distillation permet aux Espagnols d'écouler >

> leurs surplus. Autrement dit, les nécessités de l'économie ne justifient pas, dans cette région, le maintien de la coca. Si la feuille y subsiste en quelques endroits, les autorités religieuses entérinent son éradication à la fin du ^{xvii}^e siècle. Dans cette région, en effet, la mastication de la feuille a atteint les Espagnols, et même les prêtres, tous menacés d'excommunication par les évêques de Quito. Par cette coïncidence entre les intérêts économiques et les objectifs de l'encadrement religieux, la lutte contre la feuille opère sur deux fronts: les vallées et les centres urbains. Elle attaque conjointement la production et la consommation de la plante, qui finit par disparaître de l'actuel Équateur.

Cette situation est cependant exceptionnelle. En dépit de leur violence, les campagnes d'extirpation menées au ^{xvii}^e siècle dans le vice-royaume du Pérou ne parviennent jamais à réaliser le vœu du jésuite Pablo de Arriaga d'éradiquer les offrandes de coca. Car il faudrait, comme en Équateur, remplacer une structure agraire par une autre, un type de population par un autre, et ainsi briser tout le commerce qui met en rapport les vallées à coca aux centres de consommation.

TRAFIC DE COCA DANS LES BAS-FONDS DE LIMA

L'exemple de Lima le montre parfaitement. La feuille est consommée non seulement dans les quartiers majoritairement indigènes du Cercado ou du Surco, mais aussi dans le reste de la ville, où elle est manipulée par des « sorciers » et surtout des « sorcières » de toutes les castes. Selon les inquisiteurs, les femmes qui mâchent la plante font preuve d'incivilités, « cessent de prier, de se confier à Dieu, de dire bonjour ou bonsoir. »

Les religieux suspectent également la feuille de répandre toutes sortes de turpitudes et de superstitions dans la capitale vice-royale: ébriété, fornication, inceste, adultère, bestialité, sacrifices, idolâtrie et offrandes. Quant à la commercialisation de la feuille, elle est tout aussi subversive aux yeux des autorités. Des « Métisses », des « Mulâtresses » ou des Indiennes la diffusent incognito, ce qui oblige les « extirpateurs de l'idolâtrie » à « savoir où elles cachent malicieusement [la coca] hors de leurs maisons » (*voir l'encadré ci-contre*).

Or identifier les revendeurs et les vendeuses de Lima ne suffit pas. Tout un réseau invisible œuvre à l'importation de la coca, qui est cultivée à des centaines de kilomètres. Une série de perquisitions menée en 1668-1669 révèle que la feuille est apportée par des colporteurs qui font des allers-retours entre la ville et des localités situées à plus de 3000 mètres d'altitude, à proximité de Potosí.

SOUS LE JOUG DES EXTIRPATEURS DE L'IDOLÂTRIE

Lima, 14 mai 1669.
À 8 heures du soir, Juan Sarmiento de Vivero, chargé par les autorités religieuses espagnoles de combattre l'idolâtrie, effectue en compagnie de notaires et de l'inspecteur Joseph de Torres une descente dans la maison d'une Métisse dénommée Ana María de Ribera. Connue dans son quartier pour vendre de la coca, Ana María de Ribera a échappé plusieurs fois à la vigilance de ceux que l'on appelle les extirpateurs de l'idolâtrie.

En ce soir de mai, ces derniers attendent devant la maison que la porte s'ouvre. Une jeune femme finit par sortir. Elle est interpellée. Les extirpateurs trouvent sur elle de la coca et décident de procéder à une perquisition. Ils entrent dans la demeure où, en dépit des protestations d'Ana María de Ribera, ils effectuent des fouilles une fois de plus infructueuses. Mais Joseph de Torres, qui se débat avec la Métisse, croit reconnaître l'odeur de la coca. Un seul

endroit n'a pas été inspecté ; les hommes de foi n'hésitent plus. Ils soulèvent la jupe de la jeune femme, sous laquelle ils trouvent un paquet de coca.

Ses aveux permettent de reconstituer un réseau bien implanté. Avec la complicité d'une « Quarteronne de mulâtre », la Métisse vend de la coca dans son quartier depuis maintenant cinq ans. Elle s'en tire avec une interdiction de poursuivre ce commerce, assortie d'une peine de deux cents coups de fouet et deux ans de bannissement en cas de récidive.

Mais le 5 septembre au soir, les extirpateurs, alertés par des rumeurs, font une autre descente. Ils envoient l'un des leurs acheter de la coca à Ana María de Ribera, qui ne tombe pas dans le piège. Ils pénètrent malgré tout le domicile et trouvent un petit sac de coca dans un recoin de la chambre. La Métisse est une nouvelle fois humiliée, traînée dans la rue sous les huées de ses voisins. Elle reçoit cent coups de fouet, défile sur un âne le torse nu et doit s'exiler pendant deux ans à plus de trente lieues de son quartier.

À la fin des années 1660, d'autres femmes connaissent un sort semblable. Sous l'impulsion de Juan Sarmiento, de nombreuses descentes sont menées pour mettre un terme à la vente de coca dans les quartiers de Lima. Pourtant, à 1500 kilomètres de là, dans les mines de Potosí, la consommation de la feuille est permise, voire incitée par les autorités...

S. B.

La politique visant à restreindre l'usage de la coca aux centres miniers de l'Altiplano a donc eu un effet très limité. Non seulement la feuille a continué de circuler dans la zone de Potosí et le long de toutes les routes qui y mènent, mais elle s'est aussi diffusée bien au-delà du monde des mines et des vallées à coca, jusque dans les grands centres urbains comme Lima. Par ce même mouvement, la consommation de la feuille s'est diffusée du monde indigène aux mondes non indigènes.

Cette politique de limitation a néanmoins eu un effet majeur. Si elle n'a pas empêché, par tout, la transmission de la plante, elle a en revanche rendu impossible son passage en Europe. Entachée d'une forte suspicion, diabolisée même par certains Espagnols, la plante n'a fait l'objet d'une véritable commercialisation en Europe qu'à partir de la seconde moitié du ^{xviii}^e siècle.